**«  Les Etats Généraux de la Migration »**

**à l’initiative de l’ASTI- VALENCE**

**Compte-rendu de la conférence du 27 février 2018**

**Une autre politique migratoire est-elle possible ?**

**par François Gemenne**

François Gemenne a commencé par dire qu’on ne lui demande jamais ses papiers. Pour lui les papiers n’ont pas d’importance il n’en a pas besoin. D’ailleurs, il prend régulièrement l’avion et pendant plusieurs mois il a pu voyager avec un passeport périmé en passant tous les contrôles sans jamais être inquiété. Il faut dire qu’il est blanc et qu’il porte une cravate.

Cela démontre que les contrôles d’identité ont un fondement raciste ou au moins racial et ne s’adresse pas à tout le monde.

Il faut interroger les pratiques des contrôles qui seraient pratiques et managériales alors qu’elles sont racistes.

Pourtant en France, c’est une chance, nous n’avons pas de ministres d’extrême droite comme en Belgique. Ceux-ci proposent une loi pour instaurer le délit de solidarité qui n’existait pas en Belgique avec la possibilité d’aller chercher les migrants dans les domiciles des citoyens solidaires qui les hébergent. A Bruxelles, dans le parc Maximilien, des migrants se sont rassemblés comme à Calais. Ils sont environ 4000. Pour leur venir en aide, les citoyens se sont organisés par les réseaux sociaux pour les héberger à tour de rôle chaque soir.

C’est pour contrer cette action de solidarité de grande envergure que le gouvernement veut créer ce nouveau délit de solidarité.

Plusieurs maires de grandes villes belges ont pris des arrêtés permettant à leur police municipale de désobéir à cette loi.

Dans ce contexte un ancien ministre libéral (centre droit) a été dénoncé comme participant lui-même à l’hébergement de ces migrants. Il reconnaît qu’il participe parce que cela lui parait naturel mais il dit aussi que s’il avait été ministre actuellement il aurait peut-être accepté et voté la loi en préparation tant l’influence de l’extrême droite est grande et sournoise alors qu’en fait il trouve cette loi révoltante.

**Les politiques migratoires**

Pour comprendre les politiques migratoires actuelles, il faut expliquer comment on en est arrivé là.

Les politiques sont pris dans une pente glissante qui les amène peu à peu à certaines dérives.

Elles organisent au fil du temps un recul toujours plus important en matière de liberté. De fait elles obéissent à quatre grandes caractéristiques :

1. Elles sont tributaires de la « dépendance au sentier », c’est-à-dire qu’on ne peut pas rompre avec les décisions prises par les gouvernements précédents (on ne peut pas s’écarter du sentier) par peur d’être accusé de laxisme si la politique devient plus ouverte en matière d’immigration. Le gouvernement suivant va souvent surenchérir sur ce qui a été fait auparavant comme si aucun gouvernement ne pouvait avoir d’autres projets.

La politique du chiffre est devenue si importante qu’il apparaît comme essentiel d’avoir chaque année un chiffre des expulsions plus élevé que l’année précédente sans tenir compte du contexte.

1. Elles se fondent beaucoup plus sur **des fantasmes et des préjugés** que sur des faits :
   * En matière de changement climatique, François Gemenne est souvent sollicité par les hommes politiques en tant que chercheur pour donner des éléments de recherche objectifs.
   * En matière d’immigration, les politiques se basent plus sur des représentations. Dans l’opinion publique, les migrations sont méconnues et sont vues comme un phénomène exceptionnel qui ne fait pas partie de la normalité alors que cela a toujours existé. Cela déclenche des sentiments d’angoisse et de rejet. La migration est un thème très complexe à l’opposé du bon sens populaire et de l’intuition naturelle qui guident les politiques.
2. **Les migrations sont représentées comme une anomalie ou « le paradigme de l’immobilité ».** Dans un monde idéal les gens devraient rester chez eux (paradigme d’immobilité). La migration devient donc un problème conjoncturel à résoudre par le co-développement des pays d’origine pour la gauche, et par la fermeture des frontières pour la droite. De fait, cela crée un réflexe binaire de rejet culturel qui interdit de penser des politiques d’accueil et d’accompagnement des migrants.

Mais en fait, quand on regarde bien, les migrants font partie intégrante de notre société. De nombreux emplois sont occupés par des migrants (nettoyage, restauration, bâtiment et travaux publics, etc.). Il y a aussi de plus en plus de couples mixtes.

1. **Les migrants formeraient un groupe social organisé.** Pourtant ce sont des gens bien différents dont le point commun est l’exil mais ce n’est pas un groupe cohérent mais, ainsi, on peut nier leur identité et leur richesse individuelle.

*Par exemple, les gauchers ont une caractéristique commune qui a des conséquences : ils sont victimes d’accidents domestiques ou d’accidents de la circulation plus nombreux, ils ont aussi une espérance de vie plus courte que les droitiers pourtant il n’existe pas de politique pour les gauchers. Pourquoi existe-t-il une politique pour les migrants ? (cf peut-être les motifs des contrôles d’identité).*

Cette identification des migrants à un groupe social particulier crée une sorte de reflexe de réaction où les gens ne se sentent plus nulle part chez eux et la frontière devient le dernier rempart à préserver.

Dans la perception des migrants, il y a **eux** et **nous** car nous ne les reconnaissons pas comme faisant partie de notre humanité. Les politiques migratoires actuelles sont déshumanisantes et déshumanisées. Elles sont uniquement managériales.

Nous sommes restés dans une conception de la souveraineté qui date du 17ème siècle avec le traité de Westphalie de 1648, qui crée la souveraineté nationale pour garantir la paix entre les états européens selon le principe : un territoire, une population, un souverain qui implique une frontière territoriale, démographique et politique.

A l’époque du traité, les premiers réfugiés ont été les huguenots pourchassés par le pouvoir royal. L’enjeu était de pouvoir quitter la France et de pouvoir s’établir dans le nord de l’Europe.

Aujourd’hui, nous voulons préserver l’idée de la nation pour résister à la mondialisation vue comme une menace notamment par rapport à nos emplois.

Pourtant à Science Po, les étudiants sont partout chez eux et feront une partie de leur carrière à l’étranger. Ils ont fréquemment une compagne étrangère et, pour eux, les frontières ne représentent que les scories d’un monde passé (dans cette classe d’élite de la société).

Dans les populations modestes qui ne profitent pas de la mondialisation, les frontières sont des protections auxquelles il faut s’accrocher.

La fracture est là, entre ces 2 classes.

**Que peut-on faire après ce constat ?**

La seule solution pragmatique est l’ouverture des frontières. Cette affirmation fait passer pour un « agité anarchiste » ou pour un doux rêveur.

Les hommes politiques disent que c’est un suicide politique et que ça ne peut pas être discuté sur la place publique, ce qui confirme que le débat public a été confisqué par l’extrême droite.

1. Pourtant l’ouverture des frontières est une **nécessité pour éviter les tragédies** notamment en méditerranée (plus de 6000 décès dont plus de 3500 en méditerranée = 2% de mortalité). Ces dernières années, les frontières ont été encore plus fermées n’empêchant pas le passage mais le rendant encore plus dangereux. Aujourd’hui le trafic d’êtres humains avec les passeurs et au troisième rang de rentabilité après le trafic de drogue et le trafic d’armes et la perte de « marchandise » ne provoque aucune réclamation. Les passeurs sont devenus les « alliés » objectifs des gouvernements.
2. L’ouverture des frontières permettrait **un meilleur contrôle des situations et des circulations et offrirait plus de sécurité.** Il y a beaucoup de secteurs où les gens travaillent sans papiers, c’est une véritable hypocrisie.
3. Il s’agit d’un **principe philosophique et humain dans un projet d’égalité de liberté et de fraternité**. Il faut dépasser le marqueur de la frontière pour reconnaître l’autre comme faisant partie de soi-même.
4. **Les frontières ne sont pas un élément déterminant des flux migratoires**. Le débat est faussé. Il n’ya pas de lien entre frontières et flux migratoire :

Jamais une frontière fermée ne va empêcher un migrant de passer, jamais une frontière ouverte ne va inciter un migrant à venir.

Exemples :

* La frontière ouverte entre l’Inde et le Népal n’a pas modifié les flux et les indiens sont plus nombreux à s’être établi au Népal que les népalais en Inde bien que le Népal soit un pays très pauvre.
* Toutes les observations faites entre le Mexique et les USA montrent que le mur n’a aucune influence sur le flux migratoire. Aujourd’hui le mouvement se fait plutôt des USA vers le Mexique.
* L’ouverture des frontières dans l’espace Schengen n’a pas montré de flux plus important entre le sud de l’Europe et le Nord plus riche.

**La frontière est devenue une sorte de totem.** La déclaration de Laurent Fabius à la suite des élections européennes de 1984 qui donnaient 12 % des voix au Front National : « *le Front National apporte de mauvaises réponses à de bonnes questions* » a permis au front national de donner le ton. C’est désormais la droite qui maîtrise le débat public, les autres partis politiques n’osent plus poser les questions et reprennent les thèmes du FN (appel d’air, migrants illégaux…). Les propos de l’extrême droite sont de plus en plus banalisés.

Le débat a été spolié par l’extrême droite.

**Une autre politique migratoire est elle souhaitable, possible ?** Il faut mener une bataille culturelle et idéologique.

**C’est au niveau des gouvernements et des hommes politiques que ça coince.**

* Au niveau local, il faut aujourd’hui **montrer les initiatives positives et encourageantes de solidarité, valoriser les initiatives locales,**
* Sur le plan international, l'ONU lance les discussions pour le Pacte sur les flux migratoires estimant que **« l’inquiétude identitaire est disproportionnée»,**
* **Il faut utiliser tous les canaux de la communication** et ne pas laisser l’usage des tweets (qui ont un impact fort sur les médias) des politiques dont l’extrême droite contribuant ainsi à façonner le débat public.

La question est de savoir si l’on fait partie d’une même humanité ou bien d’une multitude de groupes séparés correspondant à l’affirmation : « nous sommes tous différents » **au lieu d’insister sur ce que nous avons en commun.**

**CE QUE NOUS AVONS EN COMMUN EST PLUS FORT QUE CE QUI NOUS DIFFERENCIE.**